



Bouda MAGAR utilise la machine offerte par le PAM, village Djezouat, Tombouctou, Mali. Crédit photo: Simon Pierre Drouot / Crédit photo: Simon Pierre Drouot

## Avec quelle stratégie peut-on éradiquer la faim en Afrique ?

Les pays font la revue des feuilles de route des Examens Stratégiques « Faim Zéro »

Les opportunités  
existent ! P. 03

Lutte contre la faim et la malnutrition.  
Son Altesse Royale la Princesse Sarah Zeid  
de Jordanie en action P. 06

Pertes post-récoltes et impacts sur la  
sécurité alimentaire et nutritionnelle  
P. 08





Bulletin d'informations  
\* N°001 \* Octobre 2019

**Sommaire**

P. 02

**Editorial**

P. 03

**Reportages**

P. 04/06

**Dossier**

P. 08

**À propos**

P. 10



P. 04



P. 06



P. 08



P. 10





## Les opportunités existent !



DR ISSA SANOGO

Directeur du CERFAM

### Chers lectrices et lecteurs,

Bienvenue à vous qui ouvrez les pages de ce premier bulletin trimestriel du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM), le troisième Centre d'Excellence que compte le Programme Alimentaire Mondial (PAM) à travers le monde.

Créé en partenariat avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire et inauguré en mars 2019, le CERFAM se veut une plateforme d'échanges, de partage d'expériences et de recherche de solutions idoines adaptées aux questions d'insécurité alimentaire et de nutrition en Afrique.

Éradiquer la faim et la malnutrition, par conséquent atteindre l'objectif de développement durable 2 (ODD2) et améliorer le bien-être des populations les plus vulnérables, rurales comme urbaines, constituent une priorité pour tous les Gouvernements. En effet, les examens stratégiques consultatifs « Faim zéro » menés sous le leadership des gouvernements ont permis de répertorier un certain nombre de priorités et de faire des recommandations susceptibles d'impulser la sécurité alimentaire et la nutrition dans les pays concernés. L'insuffisance de la coordination, la faiblesse des capacités nationales et la lenteur de la mise en œuvre des programmes nationaux entravent les progrès vers la réalisation de l'ODD2.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont fortement liées à la pauvreté, à la production

alimentaire de subsistance, aux dérèglements climatiques récurrents, aux conflits, aux prix élevés des produits alimentaires ainsi qu'à la faible résilience des ménages et des communautés.

Les défis sont énormes certes, mais l'Afrique a des potentialités pour y faire face. Au-delà de la création de richesse, la croissance économique doit être inclusive et redistributive (y compris à travers des systèmes de protection sociale). L'amélioration de la productivité des petits producteurs agricoles et l'approfondissement des chaînes de valeur des cultures non rentières (y compris à travers une meilleure gestion des pertes post-récoltes) sont une nécessité absolue.

Au regard de la nature multifactorielle et multisectorielle des enjeux alimentaires, nutritionnels et de résilience, le CERFAM est résolu à apporter sa pierre à l'édifice collectif en proposant des approches, des méthodes et des solutions innovantes pour partager les connaissances et savoir-faire avec le plus grand nombre. Également documenter les bonnes pratiques et les répliquer dans les zones qui en manifestent le besoin et tisser les partenariats stratégiques pour faciliter la mise en œuvre des bonnes pratiques.

Les défis sont réels et le CERFAM ne peut se substituer aux principaux acteurs que sont entre autres, les Gouvernements, le secteur privé, la société civile et les partenaires dont les efforts conjoints sont indispensables. Dans cette perspective, la contribution du CERFAM sera d'être un catalyseur vers l'atteinte de l'ODD2 d'ici 2030, au bénéfice de tous les pays de la région.

*« L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont fortement liées à la pauvreté. »*

Nous avons fait nos premiers pas par l'organisation d'un « Atelier de concertation régionale sur l'état d'avancement des feuilles de route pour l'élimination de la faim et de la malnutrition en Afrique ». Les principales recommandations de ladite concertation sont des éléments constitutifs du plan d'actions stratégique du CERFAM en cours d'élaboration. Ce plan devra proposer des actions concrètes favorisant la promotion et l'échange des bonnes pratiques de nutrition et de sécurité alimentaire dans un cadre de synergie et de complémentarité avec les partenaires.

En travaillant ensemble, chacun apportant sa pierre à l'édifice collectif, nous atteindrons l'objectif « Faim Zéro » à l'horizon 2030. ■

Bonne lecture.



## Concertation régionale sur la faim et la malnutrition

Les pays font la revue des feuilles de route des Examens Stratégiques Faim Zéro

# Avec quelle stratégie peut-on éradiquer la faim en Afrique ?



"Faim zéro" Concertation régionale Credit photo: Boris Bath.

C'est pour répondre à cette question, qu'une soixantaine de représentants de haut niveau des Etats, d'Institutions Régionales, des Partenaires au Développement et de la Société Civile, venus de 18 pays dont 15 de l'Afrique de l'Ouest et Centrale a pris part du 24 au 25 juin 2019 à une concertation régionale sur l'état d'avancement des feuilles de route pour l'élimination de la faim et de la malnutrition en Afrique.

Durant deux jours, les facilitateurs nationaux et autres experts, en présence de SEM Daniel Kablan Duncan, Vice-président de la République de Côte d'Ivoire et de SEM Dioncounda Traoré, ancien Président par intérim du Mali et Facilitateur National de la revue «Faim Zéro » pour le Mali, ont épluché les contraintes de toutes les feuilles de route et les stratégies élaborées par les pays. Il a également été question pour ces experts de définir le rôle du CERFAM auprès des États



et les mécanismes aux niveaux régional et continental. Les représentants des Agences des Nations Unies, notamment la FAO et l'UNICEF, ont plaidé pour l'urgence de mise en oeuvre d'actions concertées. Ils

premières et de l'investissement dans l'agriculture. Selon eux, ces contraintes constituent de réels défis pour l'atteinte de l'ODD 2. En outre, ils ont estimé que le déficit budgétaire pour la nutrition est énorme dans les pays de la sous-région, notant toutefois quelques satisfécits. En effet, certains pays notamment le Sénégal, la Gambie, le Burkina Faso, le Mali et le Togo, malgré tout, font des progrès grâce à un engagement politique fort qui se traduit par des investissements appropriés.



"Faim zéro" Concertation régionale Crédit photo: Boris Bah.

ont également souligné que les gains en matière de réduction de la prévalence de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire dans la sous-région sont en perte de vitesse depuis 2016 du fait des conflits, des défis climatiques, de la chute des prix des matières

Les experts pensent que le CERFAM ne doit pas jouer uniquement le rôle de suivi. Il doit être plutôt un cadre d'appui aux pays pour le partage d'expériences afin d'accélérer l'atteinte de l'ODD 2. C'est pourquoi, les experts et toutes les parties prenantes à cette concertation régionale ont proposé que le CERFAM mette la collaboration et l'action conjointe au centre de ses préoccupations pour établir des partenariats stratégiques et opérationnels, et bâtir les synergies et les complémentarités nécessaires dans les différents secteurs. ■







Lutte contre la malnutrition et la faim

## Son Altesse Royale la Princesse Sarah Zeid de Jordanie en action



**S**amedi 20 juillet 2019, le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) s'est paré de ses plus beaux atours et mobilisé au plus haut niveau avec à sa tête SEM. Daniel Kablan Duncan, Vice-président de la République de Côte d'Ivoire et des membres du gouvernement.

Qu'elle en était la raison ?

Son Altesse Royale (SAR) la Princesse Sarah Zeid du Royaume Hachémite de Jordanie, en visite en Côte d'Ivoire a été l'hôte du CERFAM. Elle a été motivée, entre autres raisons, par sa volonté de faire du plaidoyer pour le renforcement du positionnement du centre et également favoriser la mobilisation des ressources humaines, techniques et financières en faveur de la lutte contre la faim et la malnutrition.

SAR la Princesse Sarah Zeid a présenté son engagement comme une contribution pour susciter l'intérêt autour du CERFAM en attirant l'attention sur la problématique de la faim et de la malnutrition dans le monde et en Afrique de l'Ouest et du Centre

en particulier. Elle voudrait contribuer également, à impulser les partenariats et la mobilisation des ressources nécessaires pour les éradiquer.

Pour l'Ambassadrice de Bonne Volonté et par ailleurs Conseillère Spéciale du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en nutrition des mères et des enfants, il est nécessaire d'amener tout le monde, y compris le secteur privé, à saisir l'opportunité offerte par le CERFAM pour exploiter les opportunités d'un travail collectif et de complémentarités pour l'atteinte des objectifs communs, notamment l'ODD 2.

Au cours de ses audiences, la Princesse a appelé le secteur privé, les banques de développement et les bailleurs de fonds bilatéraux à soutenir le CERFAM. Elle a par la même occasion, sollicité leur adhésion à la nécessité de lever des fonds pour soutenir les activités de promotion et d'échanges des bonnes pratiques contre la faim et la malnutrition en faveur des pays africains et particulièrement des pays sahéliens.

Faisant allusion à son séjour au Burkina Faso qui fait face à une insécurité croissante au cours de ces dernières années, SAR la Princesse a salué la création du CERFAM qui selon elle vient à son heure car intervenant à un moment critique pour la région. En effet, cette région est confrontée à la triple menace des conflits causés par la violence extrémiste, les affrontements intercommunautaires et le changement climatique avec leurs effets de contagion qui vont au-delà des pays sahéliens.

*« Tout le monde, y compris le secteur privé, doit saisir l'occasion offerte par le CERFAM pour exploiter les opportunités d'un travail collectif et de complémentarités pour l'atteinte l'ODD2. »*

Ces éléments mettent à rude épreuve des systèmes productifs entiers déjà soumis à une pression immense.

Elle s'est inquiétée du fait que la situation s'empire, comme le démontre le récent rapport de l'ONU selon lequel la faim dans le monde a augmenté pour une troisième année consécutive. En Afrique de l'Ouest, la prévalence de la sous-nutrition a augmenté de plus de 2 % au cours des dernières années alors que le monde s'est engagé à atteindre les ODD d'ici 2030. Selon elle « *Il y a urgence à agir car il ne nous reste, tout au plus, que dix ans devant nous.* » ■



# « Ils ont dit »



**S.E.M. Kablan Duncan, Vice-président de la République de la Côte d'Ivoire**

« ...Le CERFAM n'est pas uniquement un actif important pour la Côte d'Ivoire, il a vocation à devenir un phare pour l'ensemble de la région, et à terme pourquoi pas pour l'Afrique. (...) Le CERFAM doit poursuivre les concertations avec les 17 pays d'Afrique Australe, du Nord et de l'Est ayant achevé l'examen stratégique des feuilles de route "Faim Zéro"... ».



**M. Peter OKEBOKOLA**  
Envoyé Spécial de l'ancien Président Olesegun Obasandjo du Nigeria.

« ...Le Nigeria s'associe et travaille pour la mise en œuvre de la feuille de route du CERFAM, mais la victoire contre ce fléau de la faim et de la malnutrition ne sera possible que grâce à un partage effectif et efficace de bonnes pratiques... »



**M. Stanlake Samkange, Directeur du partenariat stratégique du PAM, représentant le Directeur Exécutif du PAM**

« ... La lutte contre la faim et la malnutrition doit être une priorité dans l'agenda du continent. Le CERFAM et les Facilitateurs Nationaux sont des acteurs clés qui peuvent et doivent jouer un rôle essentiel de plaidoyer pour l'avancement de cet agenda... »



**Madame Joséphine Mayumba Kala, Représentante Résidente de l'UA en Côte d'Ivoire**

« Les défis auxquels l'Afrique fait face sont, entre autres, la croissance démographique, le changement climatique, l'environnement ... Des éléments qui entretiennent la faim et la malnutrition avec leurs conséquences dévastatrices aggravant les dysfonctionnements humains et freinant le développement économique... Les pistes de réflexions qui émanent de cette concertation doivent être prises en compte dans l'élaboration de la feuille de route du CERFAM. »



**M. Peter Musoko, Directeur Régional Adjoint du PAM pour l'Afrique de**

**l'Ouest et du Centre**

« ...Le CERFAM a pour vocation d'être une plateforme d'échanges et de coordination pour fédérer les actions et obtenir un effet multiplicateur. Ensemble il est possible de faire plus et mieux, en utilisant les opportunités de partenariat autour des bonnes pratiques qui sont multiples et peuvent contribuer à une amélioration de la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux. »



**Dr. N'Goran Patricia, Coordonnatrice du Secrétariat Technique Permanent du Conseil National pour la Nutrition (CNN) de la Côte d'Ivoire :**

« Ce sont, entre autres, la multiplicité et la duplication des initiatives, les problèmes de gouvernance, de redevabilité, de mobilisation et de mise en commun des ressources qui fragilisent les efforts actuels dans les différents pays... Il est nécessaire d'assurer la mise en œuvre des initiatives par les États et/ou par les collectivités locales... Le CERFAM doit jouer un rôle catalyseur en utilisant le levier de l'Union Africaine pour inciter les Chefs d'État à remédier à cette situation. »



**SEM Dioncounda Traoré, Ancien Président par intérim du Mali**

« Nous devons capitaliser sur la construction d'un édifice qui solidifie la résilience des populations vulnérables étant entendu que la préservation et la consolidation de la paix et de la sécurité en demeurent la pierre angulaire (...) La résilience intégrée permettra d'avancer le processus de lutte contre la faim et la malnutrition ».





## Pertes post-récoltes et impacts sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle



Les pertes agricoles post-récoltes représentent, pour le continent africain, environ 37% de la production totale. Elles sont évaluées à 48 milliards de dollars dans leur ensemble.

Plusieurs facteurs contribuent directement à l'augmentation des pertes post-récoltes et à leurs impacts négatifs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelles des populations de la sous-région. Ce sont, entre autres, les conditions de récoltes, la manipulation des productions, le pourrissement, l'inadaptation des outils de transformation, la dégradation ou l'absence d'infrastructures de stockage et de transport, etc.

Dans le milieu agricole, les pertes-post récoltes désignent les pertes alimentaires qui sont enregistrées entre la récolte et la consommation, c'est-à-dire avant que le produit ne parvienne au consommateur, contrairement au gaspillage alimentaire qui a lieu après que le produit soit entre les mains du consommateur.

Les pertes post-récoltes peuvent être d'ordre quantitatif et/ou qualitatif et ont un impact sur les prix et l'environnement. Les pertes quantitatives ou pertes brutes sont liées à des mauvaises conditions, entre autres, de récolte, de manipulation, de stockage et de transformation. Les pertes dites qualitatives sont relatives à la dégradation de la qualité nutritive des aliments et aux risques qu'ils peuvent représenter pour

la santé des personnes qui les consomment. Selon des estimations de l'OMS pour l'année 2010, 31 agents contaminants ont provoqué 600 millions de cas de maladies d'origine alimentaire et 420 000 décès dans le monde. Les prévalences des maladies et décès étaient les plus fortes en Afrique Subsaharienne, en Asie du Sud-Est et chez les enfants de moins de 5 ans.

### Défis et opportunités dans la région

Les défis dans la région sont nombreux. Ils sont aussi bien liés aux pratiques des acteurs des filières agropastorales qu'à l'environnement dans lequel ces acteurs opèrent. Par exemple, le manque et la vétusté des infrastructures de transport rendent difficile l'accès des producteurs aux marchés et également l'accès des acteurs en aval des filières aux zones de production. Les infrastructures de stockage sont difficiles à calibrer et à maintenir du fait de la grande variabilité et de l'incertitude sur les niveaux de production (liés principalement aux aléas climatiques). Les appuis à la petite agriculture familiale, largement majoritaire, demeurent insuffisants car l'organisation de la filière agropastorale est dominée par le secteur privé. A cela s'ajoutent les problèmes liés aux taxes et aux pestes qui peuvent être nuisibles à la qualité des produits. En dépit de ces nombreux défis, certaines opportunités



pourraient être saisies. En effet, l'urbanisation et la croissance démographique entraînant une forte densité humaine dans des espaces peu productifs, sont une opportunité pour les zones rurales qui doivent répondre à la demande croissante des populations. Des formations allégées (en termes de coût, durée, contenu...) et l'accompagnement des producteurs peuvent avoir des impacts positifs immédiats. En plus, l'existence d'un marché sous régional offre une belle opportunité aux producteurs. Cependant, il est nécessaire de mettre en place des politiques adéquates pour résorber les contraintes de transport et faciliter les échanges entre les pays. Enfin, la vulgarisation et le renforcement des actions préventives contre les insectes et les organismes pouvant causer des pertes importantes au niveau des champs, greniers et entrepôts de stockage, pourraient être salutaires pour les producteurs.



### Des solutions durables et novatrices

La réduction des pertes après récolte revêt une importance majeure dans le cadre du développement économique. Nombreuses sont les interventions de réduction des pertes susceptibles d'être plus rentables (meilleur retour sur investissement) que les activités d'augmentation de la production. Cette démarche s'intègre également dans la perspective des chaînes de valeurs qui insistent sur l'importance d'assurer des débouchés réguliers aux productions. Ces mesures visent à optimiser la valeur des produits déjà existants par des mesures appropriées visant leur conservation et l'augmentation de leur valeur. Or, augmenter la production pour compenser des pertes implique encore trop souvent l'utilisation de ressources rares et coûteuses pour promouvoir une agriculture plus intensive et consommatrice en intrants (y compris des terres additionnelles). La promotion d'une agriculture centrée sur les principes de l'agroécologie est primordiale. Ainsi, les bénéfices se reflètent non seulement en termes financiers mais également environnementaux.

En considérant le problème dans son ensemble, les solutions pour réduire les pertes post-récoltes peuvent être classées en trois niveaux notamment l'innovation et les solutions techniques ayant une action directe sur la réduction des pertes (containers, gestion des stocks, emballages refermables...); les mesures qui contribuent à créer un cadre favorable à la réduction des pertes

(date limite de consommation, date limite d'utilisation optimale, dons...) et la mise en œuvre d'une approche multidisciplinaire (biologistes, entomologistes, physiologistes, spécialistes de l'alimentation et des ingénieurs alimentaires, en collaboration avec les acteurs de l'industrie). Les producteurs agricoles doivent être à la base de ces innovations via une implication directe dans la définition des solutions proposées et une participation active dans la recherche/action.

Il est à noter que 500 millions de petites exploitations agricoles fournissent jusqu'à 80 % de la nourriture consommée dans les pays en développement. Investir dans ces exploitations pour réduire ou éliminer les pertes post-récoltes constitue donc un moyen considérable d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des plus pauvres et d'accroître la disponibilité alimentaire pour les marchés locaux et mondiaux.

Le renforcement et la vulgarisation des mutuelles/coopératives réduisent les charges individuelles liées au transport, à la transformation et à la conservation des produits; et favorise des économies d'échelles qui potentiellement permettent des investissements sur d'autres étapes clés pouvant également contribuer à réduire les pertes. De nouvelles initiatives voient le jour avec des systèmes de collecte et de distribution via des applications, rendant plus rapide l'exécution d'une partie de la chaîne.

Bien que certaines de ces solutions aient fait leurs preuves en Asie, des recherches et des essais supplémentaires sont nécessaires pour identifier des interventions adaptées aux conditions locales en Afrique.

### Des systèmes agricoles durables pour nourrir une population en forte croissance

Si l'on convient que des systèmes agricoles durables doivent être développés pour nourrir une population en forte croissance dans la région, la conservation des aliments et la réduction des pertes alimentaires à travers toute la chaîne alimentaire, doivent être des piliers essentiels des futures stratégies nationales et régionales.

Parler de système, c'est parler d'un ensemble dynamique et complexe de fonctions ou d'opérations qui s'enchaînent et s'articulent de façon logique dans un domaine d'activités particulier. Le terme «chaîne» ou «filiale» souligne la succession fonctionnelle des diverses opérations, mais il peut faire oublier la complexité du jeu de ces opérations et de leurs interactions réciproques.

Pour le continent, la lutte contre les pertes post-récoltes reste cruciale dans la mesure où des millions d'Africains souffrent encore de malnutrition et que les importations alimentaires dépassent les 35 milliards de dollars par an. ■

*Cédric BERNARD*  
Conseiller Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence  
Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du centre>Action contre la Faim

*Fanta Touré Diop*  
Conseillère Technique Nutrition Santé pour l'Afrique de l'Ouest  
Action Contre la Faim





## Qui sommes nous ?



**L**inauguré le 25 mars 2019, le CERFAM est né d'un partenariat innovant et inclusif du Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) et du Gouvernement de la Côte d'Ivoire, résolu à impulser une dynamique nouvelle et à tirer le meilleur parti de l'expertise, des connaissances et des bonnes pratiques disponibles sur le continent.

Le CERFAM a pour ambition d'offrir aux gouvernements du continent, aux institutions continentales et régionales, aux partenaires de développement, aux agences du système des Nations Unies, aux organisations de la société civile, au secteur privé et plus particulièrement aux communautés, un cadre idéal pour travailler en synergie et maximiser les complémentarités pour l'atteinte de l'Objectif de Développement durable des Nations Unies, l'ODD2.

**La vision du CERFAM** se traduit comme suit : “**CERFAM, un catalyseur de bonnes pratiques et de solutions innovantes contre la faim et la malnutrition dans la région et en Afrique.**” Il s'agit de ce fait pour le CERFAM de transformer les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la lutte contre la faim et la malnutrition en opportunités concrètes pour faire progresser la mise en œuvre de l'ODD2.

**La mission du CERFAM** est donc d'**appuyer les gouvernements et leurs partenaires à accélérer le progrès pour l'élimination de la faim et la malnutrition dans la région et en Afrique.**

Pour ce faire, le CERFAM s'appuie sur un plan d'actions qui tient sur quatre piliers :

**1. Partenariat** : établir des partenariats à tous les niveaux, y compris avec les Centres d'Excellence du



Bésil et de la Chine, les institutions régionales et les plates-formes, en vue de favoriser les échanges (de compétences, du savoir-faire, des technologies) et d'impulser les synergies dans la lutte contre la faim.

**2. Assistance technique :** aider les pays à renforcer leurs cadres politique, juridique et institutionnel et mettre en œuvre les bonnes pratiques contre la faim et la malnutrition par le biais d'un réseau d'experts.

**3. Recherche:** identifier, documenter et diffuser les bonnes pratiques et les enseignements tirés en ma-

tière d'agriculture familiale, de gestion des pertes post-récoltes, de coordination et de convergence des interventions nutritionnelles, de résilience des communautés et de protection sociale.

**4. Communication et Plaidoyer :** sensibiliser et mobiliser les actions collectives à tous les niveaux, créer et renforcer des partenariats, mobiliser des ressources en vue de profiter des investissements destinés à promouvoir et à mettre en œuvre des bonnes pratiques et des solutions novatrices dans la sous-région.

Sous la direction de **Dr ISSA SANOGO**, le CERFAM ambitionne de devenir un pôle de renforcement des capacités pour l'atteinte de l'ODD 2.



**I**ssa Sanogo est l'actuel Directeur du Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM).

Il apporte à ce poste plus de 20 ans d'expérience nationale et internationale et de responsabilités dans les domaines humanitaires et de développement, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Il est titulaire d'un Doctorat en Économie du Développement du Centre d'Études et de Recherche en Développement International (CERDI) de l'Université d'Auvergne en France, avec une expérience de recherche. Il a produit plusieurs publications dans des revues scientifiques de renommée internationale sur les sujets tels que l'impact des chocs (climatique, économique, financier, et conflits), sur la sécurité alimentaire, la nutrition, les politiques économiques, l'investissement privé, les infrastructures et la productivité.

Issa a récemment assumé de hautes responsabilités dans la gestion des opérations de sécurité alimentaire et nutritionnelle. En qualité de Directeur-Adjoint chargé des opérations, il a géré des opérations les plus complexes et novatrices du PAM au Liban durant le pic de la crise humanitaire en Syrie et au Tchad. Avant ses fonctions de direction, il a dirigé des équipes techniques en Asie et au siège du PAM à Rome pour le développement et le déploiement des outils et méthodes

d'analyse pour l'aide à la décision programmatique (protection sociale des populations vulnérables, accès des petits exploitants agricoles aux marchés, etc.).

Avant de rejoindre le PAM, Issa a travaillé comme macro-économiste à la Banque Mondiale en Guinée Conakry pendant près de 3 ans et a servi 7 ans en Côte d'Ivoire en tant que Conseiller Technique au Ministère de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé, et comme Économiste au Bureau National d'Études Techniques et de Développement (BNETD) ■

#### DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

\* *Prémisses d'un partenariat avec l'union africaine*

\* *SARA 2019 - Amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition : Investir dans les bonnes pratiques et les technologies innovantes pour réduire les pertes post-récoltes.*

\* *Coopération sud-sud : Appui technique de la Côte d'Ivoire et du Bénin au Congo Brazzaville pour la transformation du manioc.*

*Nous adressons nos sincères remerciements au Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du centre /Action contre la Faim pour son apport très appréciable.*

*Nous serions heureux de publier dans nos prochains numéros, les contributions des partenaires qui souhaiteraient développer des thématiques en lien avec la lutte contre la malnutrition et la faim.*





Dr Issa Sanogo, Directeur du CERFAM  
[issa.sanogo@wfp.org](mailto:issa.sanogo@wfp.org)

Mariama Haïdara, chargée de communication  
[mariama.haidara@wfp.org](mailto:mariama.haidara@wfp.org)

---

**Programme Alimentaire Mondial**  
**CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION**  
Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassane II,  
Rue des Bougainvilliers, Lot 20 01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire • Tel : +225 22 54 85 85 Site : [www.wfp.org](http://www.wfp.org)